

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

LE MILITANT

Juillet
1965

C.L.R.S. POUR LA PROPAGANDE SOCIALISTE
VIETNAM

IL FAUT AIDER LA REVOLUTION !!

10 Juin Le Viet cong s'empare de Dong Xoai à 90 kms. de Saigon

11 Juin Les forces gouvernementales reprennent Dong Xoai

12 Juin Les gouvernementaux poursuivent les opérations "de nettoyage"

Le Viet cong attaque un avant-poste à 8 kms. de Saigon, avec l'appui de l'artillerie les gouvernementaux reprennent cet avant-poste.

13 Juin Le Viet cong tente de reprendre Dong Xoai; il abat un avion "Sabre F-100" américain

14 Juin 800 parachutistes américains sont amenés à Dong Xoai

Et ainsi de suite, le Viet cong ne progresse que très lentement. Il avance puis se trouve dans l'obligation de subir des pertes pour maintenir l'acquis quand il n'est pas amené à reculer. Les yankees sont bien armés; ils ont des avions, des canons et des hommes. Ne parle-t-on pas au Pentagone d'envoyer 300.000 hommes au Viet nam ?

C'est l'avenir de la Révolution qui est en train de se jouer. Et lorsque la Révolution est en jeu, on ne peut plus se contenter de déclarations sur la paix mondiale; les avances suivies de reculs des partisans provient assez nettement que les mots ne servent à rien contre les avions yankees; pas plus d'ailleurs que les gros titres de l'HUMA sur les pertes des impérialistes et les photos de victimes des bombardements. La VERITE est que le Viet cong subit des pertes énormes parce qu'il n'est pas suffisamment armé.

Dès maintenant, il faut participer à toutes les manifestations qu'organisent les formations ouvrières mais nous devons mettre en avant des mots d'ordre justes, en dirigeant nos coups contre l'impérialisme yankee mais surtout contre notre propre impérialisme. Demander des ambulances pour le Viet nam est un mot d'ordre très pacifiste, très humanitaire. Mais ce n'est pas de cela dont le Viet cong a le plus besoin; ce qu'il faut réclamer, et ceci à l'adresse des Etats ouvriers et de leurs ambassades, ce sont :

DES AVIONS ET DES CANONS

POUR LE VIET CONG

La solidarité doit être offensive. Les yankees ne lisent pas les pétitions; les yankees n'écoutent pas les jérémiades pacifistes.

La meilleure aide que l'on puisse apporter aux partisans vietnamiens, c'est de leur donner les moyens de conduire victorieusement la Révolution.

C'est à Hanoi que doivent se trouver les fusées que l'on mit puis retira si honteusement à Cuba.

Le 19 Juin au matin, on apprenait le coup d'Etat d'Alger, renversant Ben Bella. "Rarement événement, écrivait l'éditorialiste du Monde, le 21 Juin, aura autant ... pris au dépourvu chancelleries et commentateurs". Il est vrai que tous les courants de la bourgeoisie et quasi tous ceux du mouvement ouvrier avaient été anti-benbellistes en 1962, et, en 1965, ayant volé depuis déjà longtemps au ralliement du pouvoir établi, chantaient sa stabilité à longueur de colonnes. Cela n'en donne que plus de valeur au commentaire du seul journal qui, ayant soutenu Ben Bella en 1962 contre les signataires des Accords d'Evian décidés à leur "application loyale", avertissait Ben Bella depuis des mois des dangers auxquels l'exposaient son jeu d'équilibre entre la volonté révolutionnaire des masses et le cancer d'une bureaucratie corrompue cherchant appui sur la bourgeoisie locale et l'impérialisme. Ce journal, c'est l'"Internationale" qui, en particulier, en février dernier, après une analyse du périlleux jeu d'équilibre joué par Ben Bella, lui lançait cet appel sans ambiguïté: "Se laisser couper de la base est la pire situation pour un révolutionnaire. Or c'est ce qui risque d'arriver aux révolutionnaires algériens s'ils se satisfont de faire adopter d'excellentes résolutions dans les congrès en laissant aux bureaucrates le soin de les appliquer. Le jour viendra vite où les masses, lassées, se détourneront d'eux. Ce jour-là, nous ne donnerons pas cher de leur peau et le développement de la révolution algérienne se trouvera compromis".

Ben Bella avait les yeux tournés vers le modèle cubain, mais il en méconnaissait la principale leçon: la lutte à mort contre les satrapes bureaucratiques. Les premières informations reçues après sa chute semblent révéler qu'il venait de prendre une conscience aigüe des dangers qui montaient autour de lui, mais il était trop tard. En acceptant de sacrifier ses plus fermes soutiens révolutionnaires, en reculant des mesures telles que la réforme agraire radicale et la formation des milices populaires, Ben Bella s'était mis en équilibre entre les forces sociales antagonistes, entre la révolution et la réaction bourgeoise-bureaucratique. Il était devenu ce que les marxistes appellent un "bonaparte", un "bonaparte de gauche" à dire la vérité, c'est-à-dire un Robespierre hésitant à aller jusqu'au bout, préférant l'arme de la corruption à la guillotine. Il croyait impossible que s'unissent contre lui la tendance des socialistes autoritaires et islamiques représentés par Boumedienne et ses hommes et le clan des bureaucrates rapidement corrompus par le pouvoir. En fait, pourtant, l'opposition de ces courants n'exprimait pas l'opposition fondamentale de la société algérienne. En trois ans, l'A.N.P. avait progressivement cessé d'être la fraction armée du peuple pour devenir une superstructure suspendue au-dessus du peuple. Le mouvement de dissolution de l'armée amorcé dès la fin de 1962 s'était trouvé bloqué, et par le conflit avec le Maroc, et par la lutte contre l'opposition en Kabylie. Le rôle politique de ses officiers prenait une importance démesurée du fait des retards apportés à la constitution d'un véritable parti F.L.N. révolutionnaire

Les freins mis à l'activité révolutionnaire des masses favorisaient la recrudescence de l'islamisme. La conception autoritaire du socialisme des dirigeants militaires s'accommodait mal du "désordre" économique dont les premiers pas chancelants de l'autogestion leur semblaient les responsables. C'est cela qui a soudé le front antibenbelliste sitôt que les dirigeants les plus hétérogènes se sont sentis menacés dans leurs positions personnelles.

Ben Bella s'est révélé très facile à renverser. Autre chose est de lui succéder. En politique, les intentions ne comptent que peu ou pas du tout. Le "socialisme islamique" de Boumedienne s'évapore au lieu de se tremper, à la rude forge des conflits de classe d'une révolution suspendue, inachevée. La bourgeoisie qui craint l'armée, réclame un "pouvoir civil", le sien. Les bureaucrates qui veulent de l'ordre, ne peuvent le réaliser sans s'attaquer aux conquêtes des masses (c'est-à-dire en même temps sans s'appuyer sur la bourgeoisie et les impérialistes qui les acclament déjà. Mais, si l'absence d'un parti révolutionnaire n'a pas permis la mobilisation des masses contre le coup d'Etat, celles-ci se tiennent immobiles mais vigilantes, prêtes à défendre leurs conquêtes. La résolution de l'UGTA, publiée une semaine après le coup d'Etat, est révélatrice de cet état des masses. Sans oser s'opposer au "Conseil de la Révolution" de Boumedienne, l'appui de leur base donne aux dirigeants syndicalistes algériens la force de dire leurs conditions qui sont en peu de mots : que les conquêtes de la Révolution ne soient pas entamées !

C'est demander l'impossible à des hommes qui ont perpétré le coup d'Etat pour réaliser une pause dans la révolution, voire des pas en arrière, et à ceux qui veulent la "révolution dans l'ordre" ce qui mène toujours à l'ordre contre la révolution. Encore une fois, c'est Fidel Castro qui aura le premier porté le jugement le plus correct et le plus net sur le coup d'Etat, et ceux qui l'ont réalisé. Son langage montre où est la direction théorique du mouvement communiste mondial. Le langage de Castro tranche avec le lâche silence des bureaucrates du Kremlin et avec l'erreur monstrueuse de la direction chinoise qui n'a vu dans le coup d'Alger que le risque de l'échec de la Conférence Afro-Asiatique, pour elle essentielle dans la tragique situation du Sud-Est Asiatique et une occasion de marquer un point dans sa lutte contre Moscou.

La chute de Ben Bella a éclairé tout à coup brusquement nombre de militants (depuis l'Algérie jusqu'au bout du monde, en passant par chez nous) qui ne comprenaient pas jusqu'à présent le rôle de cet homme et la nature de son pouvoir. Un certain anti-benbellisme sectaire s'est évaporé lui aussi parmi des militants qui ont compris en voyant ce que sont les forces qui le renversent, que Ben Bella incarnait la révolution algérienne. Il l'incarnait avec ses insuffisances et ses pires faiblesses, théoriques et matérielles, mais il en était ainsi l'exact reflet.

S'il n'est pas mort et que les masses algériennes se montrent capables de le ramener au pouvoir, ce sera probablement un nouveau

.../...

Ben Bella qui se révélera : il aura appris, comme les masses elles-mêmes, de ses profondes erreurs. C'est en ce sens que se justifient les "vive Ben Bella" des premiers manifestants. Mais sans parti, sans leaders révolutionnaires connus, comment la révolution va-t-elle pouvoir vivre cette seconde étape ? L'arriération de l'Algérie et les faiblesses de son avant-garde ne vont-elles pas permettre une stabilisation du Thermidor-18 Brumaire de Boumedienne, bonaparte de droite succédant au bonaparte de gauche, malgré le déséquilibre social ? Nous le saurons très vite; mais, avec Fidel Castro, nous pensons que le peuple qui a vaincu l'impérialisme français les armes à la main, n'a pas encore épuisé ses réserves d'énergie.

Michel LEQUENNE

A TRAVAIL EGAL SALAIRE EGAL

On commence à parler de la coordination des luttes à l'échelle européenne, Frachon a traité cette question tout récemment; des responsables CFDT également lors des grèves chez Renault l'an dernier.

Mais en plus des luttes communes à tous les travailleurs de l'Europe des six, la classe ouvrière française doit entreprendre une bataille pour obtenir l'égalisation des salaires avec les travailleurs du reste du marché commun. En moyenne, on peut dire que la référence qui serait à retenir est celle de l'Allemagne de l'Ouest.

Voici quelques comparaisons faites par rapport à la situation en France; il s'agit de comparer les salaires horaires et les charges patronales. Les différences sont indiquées en pour cent avec un minus (-) dans les cas où ces différences sont négatives.

COMPARAISONS SUR LES SALAIRES HORAIRES

INDUSTRIE	ALLEMAGNE	BELGIQUE
Sidérurgie	39 %	3 %
Chimie	25 %	- 2 %
Automobile	18 %	inexistant
Electricité	27 %	12 %
Mach. Outils	27 %	19 %
Caoutchouc	32 %	3 %
Coton	41 %	20 %
Laine	34 %	8 %

PAYS BAS 37 %
 non indiqu. Nous ne disposons pour l'instant que de trop peu de renseignements sur d'autres secteurs économiques pour pouvoir les mentionner. Mais on peut remarquer au moins une chose : aux demandes d'augmentation de salaires les patrons opposent souvent l'argument de la "compétitivité" or, nous voyons que les firmes allemandes sont compétitives et pourtant les salaires horaires et

COMPARAISONS SUR LES CHARGES PATRONALES

INDUSTRIE	ALLEMAGNE	BELGIQUE
SIDERURGIE	23 %	21 %
CHIMIE	11 %	-11 %
AUTOMOBILE	5 %	inexistant
ELECTRICITE	13 %	2 %
Mach. Outils	14 %	5 %
CAOUTCHOUC	17 %	- 6 %
COTON	26 %	8 %
LAINE	19 %	- 2 %

PAYS BAS 23 %
 non indiqu. Nous ne disposons pour l'instant que de trop peu de renseignements sur d'autres secteurs économiques pour pouvoir les mentionner. Mais on peut remarquer au moins une chose : aux demandes d'augmentation de salaires les patrons opposent souvent l'argument de la "compétitivité" or, nous voyons que les firmes allemandes sont compétitives et pourtant les salaires horaires et

charges salariales des patrons sont supérieures et de beaucoup à ce que nous connaissons en France.

En réalité, ce qui semble faire la différence, c'est le fait qu'en France, nos capitalistes sont davantage préoccupés par leurs problèmes de modernisation de l'industrie. Pour être compétitifs, ils doivent disposer de moyens modernes de production.

Suite en page 9

TRIBUNE DE DISCUSSION

5.

(L'article qui suit n'exprime pas l'opinion de tous les membres du comité de rédaction. Les avis diffèrent sur l'opportunité de la fusion SR et "C". Cependant, il semble bien (si on se base sur les participants à la réunion du 23-6) que les camarades jugent nécessaire la reconstitution de la tendance S.R. Signalons qu'une camarade du bureau fédéral de Seine et Oise a déclaré à cet organisme qu'elle siégeait en tant que S.R. et ne désirait pas représenter l'actuelle "minorité" du PSU)

Le dernier congrès du PSU a vu un sérieux rapprochement de la majorité et de la tendance Poperen. Nous sommes loin de ce Conseil National de Lyon qui... pourtant...

Dans toute cette affaire, ce qui fut la tendance SR, ce qui compta plus de 10% des voix du PSU, a été roulé et laminé.

J'ai une part de responsabilités dans cette histoire, en ce sens que j'ai accepté (en maugréant, mais accepté tout de même) la fusion entre les SR et le groupe de Poperen. Je n'ai pas su défendre une position qui me semble toujours juste et qui est la suivante :

- 1) Il est possible de militer dans le PSU. Ce parti peut encore jouer un rôle important, en dépit des propos de poperenistes disant que "le courant social technocrate l'a définitivement emporté"
- 2) Le fait de rester dans le PSU n'a de sens que si les militants socialistes révolutionnaires ne se contentent pas de joutes oratoires dans les sections et les congrès, mais s'attachent à des secteurs de travail (entreprises, syndicats, formation politique, agitation-propagande). Rappelons à ce sujet que la tendance SR acquit ainsi son influence et non par des maquignonages ou des trafics de mandats.
- 3) Le maintien dans le PSU n'a de sens que si l'on batit une tendance vraiment démocratique, consultant les militants et les informant (ainsi que cela se fit quand Verger et Bleibtreu animèrent la "note hebdomadaire" qui fut une excellente chose)

QUE S'EST-IL PASSE ?

La fusion des tendances s'est faite sur des mots et du bout des lèvres. Il paraît que le groupe Poperen acceptait le programme de transition. Il eut accepté bien plus sans doute. Ce qui lui importait, c'est que la nouvelle tendance ne soit jamais structurée et que la Direction appartienne à une équipe de droit divin.

Le journal "L'action" ne fut l'affaire de la tendance qu'en ce qui concerne la publicité et la recherche d'abonnés. La direction fut toujours entre les mains d'une équipe de journalistes professionnels. Le seul fait que Bourdet fut l'éditorialiste inamovible aurait du suffire à nous faire rompre.

Pendant de longs mois, il n'y eut aucune assemblée régulière, aucun bulletin d'information. De telles méthodes ne pouvaient qu'entraîner le départ des SR et, donc, renforcer l'équipe de droit divin. Je prétend que beaucoup de camarades ne partirent pas en considérant que le PSU était un parti "fini", mais en estimant seulement qu'il ne pouvaient plus rien y faire, puisque la véritable opposition avait disparu et que la "politique" se faisait "aux sommets".

Aujourd'hui, la direction de la minorité peut permettre une certaine démocratie au sein de la tendance. Et si d'ex leaders SR se font éconduire par Poperen et Cie quand ils demandent une représentation dans les organismes dirigeants du PSU, cela se déroule dans une grande indifférence puisque la base SR est devenue une peau de chagrin.

On peut toujours dire que les camarades ont eu tort de partir, le fait demeure et je soutiens que la fusion des tendances, l'absence d'une ligne révolutionnaire dans les congrès du PSU, le manque d'une orientation claire de tendance, tout cela a contribué à faire penser aux copains qu'il n'y avait plus d'action possible dans le PSU.

Or, une action est possible et bien des camarades ont continué à la mener en dépit des mauvaises conditions.

On ne peut sousestimer l'action de ces camarades qu'à si on leur oppose une autre forme d'action. Laquelle ? A ce jour, il faut bien constater que les dirigeants des groupes d'extrême gauche se satisfont de leur situation et ne font guère d'effort pour entreprendre.. même des actions communes limitées.

Il faut constater aussi que l'opposition dans le PCF présente un arc en ciel de tendances qui vaut largement celui qui valut tant de sarcasmes au P.S.U.

On comprend donc facilement pourquoi beaucoup de bons militants jugent nécessaire de continuer le combat dans le P.S.U.

Mais ces camarades ne se sentent pas représentés dans la direction de Parti, ni dans la minorité.

Et ils ne le seront que le jour ou sera reconstituée une tendance SR, une tendance qui conclura éventuellement toutes les alliances nécessaires du moment, mais qui ne se fondera plus dans un cocktail de réformistes honteux et de francs-maçons.

Calvés André.

mmmmmm mmmmm mmmmm mmmmm mmmmm mmmmm mmmmm

DIVISION

Le 15 juin, une conférence du PCF rassemblait 300 techniciens et cadres. Waldeck Rochet reprit les affirmations du récent congrès des cadres de la CGT, à savoir qu'il y aurait actuellement un écrasement de la hiérarchie et une dégradation du pouvoir d'achat des cadres. Certains assistants protestèrent contre ces propos. Il leur fut répondu que "Le PCF est attaché au maintien actuel de la hiérarchie des salaires, dont les salariés non cadres n'ont pas, du reste, à souffrir".

Cette position de la direction PCF ne nous surprend pas. Elle est, très naturellement celle de la direction soviétique et correspond tout à fait aux pensées profondes de la couche privilégiée en URSS. On aimerait pourtant savoir quand une telle position a été débattue et approuvée dans des cellules d'ouvriers communistes en France. Répétons à nouveau que l'accroissement de la hiérarchie c'est la véritable division des salariés en France. Cela ne peut servir que le patronat.

Notons en passant que cette mauvaise ligne du PCF ne semble pas, pour autant, lui attirer la foule des cadres (300 à une conférence parisienne c'est plus que maigre pour le grand PCF). Et terminons en citant Wurmser dans l'Huma du 24-6.

"Vous ne comprendrez jamais rien à la démocratie si vous ne vous enfoncez pas bien dans la tête que l'Etat ne peut donner 10.000 frs à Charles que s'il le prend à Gustave, Prosper ou Hippolyte"

mmmmmmmmmm

ECHOS ET INFORMATIONS

Le cercle "Léon Trotsky" organisé par "Voix Ouvrière" a tenu sa première réunion le 26-6. Il y avait à peu près 300 assistants (à 2NF l'entrée). Salle très disciplinée. Moyenne d'âge = 20 ans. Service d'ordre solide et bien organisé.

A propos des événements d'Algérie, l'orateur souligna que l'armée qui vient de faire un tel coup de force différerait quelque peu de l'image qu'en donnaient nombre de militants de gauche. Il rappela l'histoire des dernières années et montra que dans tous les épisodes de la lutte entre Ben Bella et les wilayas ou le GPRA, c'est l'armée qui joua le rôle décisif et qui, en fait, ne cessa d'assumer la réalité du pouvoir.

Par contre, l'orateur fut beaucoup plus faible quand il s'agit de rechercher le "pourquoi" du putsch. En renvoyant dos à dos Ben Bella et Boumédiène, et en énonçant des lieux communs sur "la dictature qui engendre la dictature" l'orateur ne contribuait pas du tout à armer politiquement les assistants.

Au cours du débat, plusieurs camarades reprochèrent à V.O. une sous-estimation des résultats positifs de l'auto-gestion en Algérie, et une tendance à ne rien savoir discerner entre le capitalisme... et la révolution prolétarienne telle qu'elle pourra se produire dans un pays industrialisé.

A la sortie de la réunion, discussion sur la construction du parti révolutionnaire avec des JC et des gars de V.O.

Au total, assemblée intéressante, et reconfortante pour celui qui n'a vu, pendant longtemps que des réunions de tendance PSU ou, trop souvent, vingt assistants écoutent le vingt et unième tonner contre les "petites chapelles".

mmmmmmmm

R U P T U R E

Les lecteurs se souviennent que dans le dernier N° du MILITANT, nous avons publié un texte élaboré par les camarades du PSU et du PCF de Yerres (S.O.). La plupart des militants du CLRS ont jugé que ce texte contenait beaucoup trop de concessions à la ligne PCF. Mais, aux yeux de la direction du PCF, il n'en contenait pas encore assez, puisque les contacts viennent d'être rompus du fait de ce dernier parti.

PAS D'ARGENT.

"Il n'y a, sans doute jamais tant eu d'enfants de 15 à 16 ans dans les prisons de France et, avouons le, on ne s'en soucie guère. Le seul chantier ouvert à Paris par le ministère de la justice (éducation surveillée) a été fermé la semaine dernière : le ministère des finances ne payant pas les entrepreneurs"

Mr Jaouen. Aumonier de Fresnes.

"Un industriel a obtenu une prime de 414.000 NF pour la démolition de baraquements alors qu'il n'avait plus aucun droit, ni sur le terrain vendu, ni sur les constructions démolies depuis deux mois"

(Rapport de la cour des comptes)

A SAINT NAZAIRE

En mai 64, refus de FO d'une manifestation intersyndicale. Des militants FO démissionnent. Aux dernières élections municipales, la CE de la CFDT oblige un de ses membres PSU à démissionner pour s'être mis sur une liste PC-PSU, Sympathisants. Cela n'a pas empêché ce militant d'être réélu délégué du personnel, car si la vieille garde CFDT reste anticommuniste, il n'en est pas de même des jeunes CFDT. Comme la section CFDT de la poste refusait des actions unitaires, elle a perdu des adhérents qui, passant à la CGT, lui donnent aujourd'hui la majorité.

DIALOGUE DE SOURDS

1) Lettre du syndicat japonais SOHYO à l'AFL-CIO.

"Vous affirmez que la base d'Okinawa est nécessaire à la défense des nations libres si la Chine devait attaquer. Nous pensons, nous, qu'Okinawa est, pour la Chine communiste ce qu'une base militaire à Cuba serait pour les Etats-Unis. Rappelez vous la crise qui a saisi l'opinion publique américaine lorsqu'elle a appris la construction de bases de lancement dans cette île. Une situation analogue existe actuellement à Pékin ou on connaît l'existence de la base d'Okinawa"

2) Réponse du syndicat USA.

"Nous ne savons pas ce qui a pu amener le SOHYO à comparer la position des USA à Okinawa avec celle de l'URSS à Cuba, ou elle avait établi une base d'engins. Moscou a installé ses fusées à Cuba pour menacer les USA et faciliter sa politique de conquête du monde. Okinawa est une base à partir de laquelle il est possible de décourager une agression communiste".

Mécontent de voir que le SOHYO refuse de raisonner en bourgeois américain, l'AFL-CIO a déclaré que "la masse des syndiqués japonais n'approuve pas sa direction syndicale" Et, comme le SOHYO répliquait qu'il y a lieu d'ouvrir un congrès national tous les ans, avec 680 délégués élus selon les procédés démocratiques" L'AFL-CIO a répondu.

"Il est plusieurs manières pour les syndicalistes de manifester leur mécontentement. Ils peuvent le faire en restant apathiques, en s'abstenant massivement de payer leurs cotisations, en restant à l'écart des questions syndicales"

...et l'AFL-CIO conclut :

"Un dialogue constructif de ce genre n'est pas en contradiction avec le principe de non-immixtion dans les affaires, les uns des autres" ...sauf à Okinawa, bien entendu.

Mais, n'est ce pas délicat, cette allusion aux cotisations ? Surtout

quand on sait que dans de nombreuses usines des USA, c'est le patron qui prélève directement la cotisation syndicale sur la paie, obligeant ainsi le syndicaliste... même apathique... à manifester son contentement.

CHANTIERS NAVALS

Mr Pinxzon, directeur des chantiers de St Nazaire prétendait que les chantiers français étaient durement concurrencés par les chantiers japonais à cause des bas salaires des ouvriers nippons. Mr Pinxzon n'a pas de chance, car le 12-6-65, Mr Jean Morin secrétaire de la marine marchande, affirme :
1) "Le miracle japonais n'est pas dû à des salaires inférieurs, mais, à la spécialisation et la production en grande série.
2) A une excellente formation professionnelle.

Or, dans la seule ville de St Nazaire, 400 jeunes ne pourront, en Octobre, entrer dans une école technique faute de place. De plus, d'après plusieurs ingénieurs, la double direction (legs laissé par la fusion de 2 chantiers) ne facilite pas la planification du travail, d'où gabegie et mauvaise organisation.

COMITES D'ENTREPRISE

Au Palais-Bourbon, l'UNR Caille vient de ressortir le vieux baratin sur "la lutte de classe, notion périmée, grâce au comité d'entreprise qui fait du travailleur, non plus un instrument mais un participant" C'est-y pas à vomir d'entendre une telle saloperie, alors qu'on a pu lire cinq cent fois cette année à propos de licenciements :
"Le comité d'entreprise s'oppose... le patron passe outre".

ALORS -
TU T'ABONNES ?

C. P.
CALVES - 1005-68 - PARIS

A TRAVAIL EGAL SALAIRE EGAL (suite et fin)

Et lorsque nos patrons nous refusent les augmentations de salaire, cela signifie qu'ils font payer aux travailleurs la modernisation et donc les investissements : plus exactement les capitalistes français font payer aux travailleurs leur retard, celui qui, en dernière analyse provient des guerres (39-40, Indochine, Algérie) guerres impérialistes par-dessus le marché.

PEUGEOT : LES LECONS D'UNE GRANDE BATAILLE

Il appartient à tous les militants ouvriers de tirer les leçons de la longue bataille de Sochaux. L'affaire Peugeot, malgré une lutte dure, n'a abouti à aucune victoire sérieuse, et surtout n'a pas débouché sur un mouvement plus large, mieux coordonné. Pourtant, cette expérience est riche en leçons, pour tous les ouvriers de Peugeot d'abord et pour l'ensemble du mouvement ouvrier ensuite.

Quels sont les faits ? Le fond de la bataille était le suivant : Peugeot avait dès l'automne 64 réduit la durée hebdomadaire de travail et l'avait ramenée à 40 h. au lieu de 47 1/2. Certains ateliers n'ont plus travaillé parfois que 32 h. Bien sûr, la paternaliste direction avait payé une prime spéciale pour compenser partiellement la perte de salaire qu'une diminution des heures travaillées entraînait nécessairement. Tout cela correspondait à la période de récession que traversait l'ensemble de l'industrie automobile.

Mais, lorsqu'il fut décidé, chez Peugeot, de lancer un nouveau modèle (204), lorsqu'il fut certain qu'il y aurait une reprise saisonnière, la direction prit la décision de revenir à un horaire "normal" (la délicatesse a consisté à passer à 46 h. 1/4 à partir du 1er Mai). Les salariés ont réagi. D'abord, ce furent de petits mouvements : 1 h. 1/2 de grève pour l'atelier de l'emboutissage puis une seconde grève du même ordre pour la carrosserie le lendemain. Mais pour la direction ce petit mouvement avait de l'importance dans la mesure où il pouvait gêner le plan de relance et de fabrication du nouveau modèle; pour les organisations ouvrières, la 204 était une bonne occasion à saisir pour faire pression sur la direction et obtenir la satisfaction des revendications.

Quelles étaient les revendications ? Tout d'abord, les ouvriers demandaient la réduction du temps de travail et refusaient l'allongement des horaires. Ensuite, ils réclamaient l'intégration au salaire de base de la prime qui était versée par suite des réductions d'horaires. Arrêtons-nous là et examinons ces revendications : la première paraît défensive. Aucune lutte de grande ampleur n'a eu lieu pour la réduction du temps de travail, et il était impensable, en l'absence de la perspective d'un développement, à l'échelle nationale, des batailles pour les 40 heures, que Peugeot puisse accorder satisfaction à une telle revendication. Il s'agissait bien de s'opposer à l'allongement des horaires et non de partir à la conquête de la semaine de 40 heures. Mais de défensive qu'elle était, cette revendication s'est transformée clairement en une offensive contre la politique économique des capitalistes; en effet, il est clair maintenant dans la tête des travailleurs de chez Peugeot et sans doute dans celles de tous les métallos, que c'est l'anarchie du système capitaliste, l'absence d'une planification, la production en fonction du profit escompté et non des besoins réels des masses, que c'est tout cela qui a entraîné

les réductions d'horaires et la paupérisation qui en est résultée. Quant à la seconde revendication, elle était le pendant de la première; mais là encore, si défensive qu'elle ait parue, l'intégration au salaire de base de la prime pour diminution (momentanée) de la durée hebdomadaire de travail, était en fin de compte une mise en cause du système de rémunération. Ce qui constituait le prolongement d'une telle revendication, c'était la mensualisation des salaires horaires et l'intégration de toutes les primes au salaire de base.

L'ACTION OUVRIERE ET LA REPRESSION PATRONALE. Nous l'avons vu, l'action a démarré comme souvent, par des grèves d'ateliers auxquelles participaient avant tout des salariés "horaires". Mais la direction Peugeot a vite compris et le risque d'une extension et la paralysie qui en résulterait dans le lancement de la nouvelle voiture. Aussitôt (le 9 Avril), Taylor faisait saisir des tracts intersyndicaux et la ronéo des délégués, et coupait le téléphone du local des délégués; ajoutons à cela une mise à pied d'un militant syndical. Ce que les travailleurs avaient fait, c'était un petit mouvement de soutien à leurs représentants au Comité Central d'Entreprise, qui se réunissait à Paris; ce que Taylor provoqua, c'était un véritable mouvement de défense des organisations et des libertés syndicales. Le 10, les mensuels se jetaient dans la bataille et deux meetings avaient lieu dans Sochaux. A mesure que se développait la répression patronale, le mouvement grandissait. Taylor, au début du mouvement, ne fit que quelques menaces, quelques mises à pied: 5 jours après ce début, il procédait à 77 mises à pied et envoyait de véritables lettres de chantage aux travailleurs. A cette montée de la répression correspondait une évolution très nette des militants syndicaux: alors que le 9 Avril un communiqué inter-syndical expliquait que "le conflit ne peut être réglé que par la discussion", le 12 un délégué CGT déclarait: "si elle cesse (il parle de la lutte), c'en est fini de nos revendications", ce qui en clair voulait dire que le seul moyen de gagner n'est pas la discussion. Et les militants syndicaux n'étaient pas les seuls à faire cette évolution: le nombre des grévistes n'a pas cessé de croître.

Après la trêve pascale (reprise du travail pour que le lundi de Pâques soit payé), l'action redémarre mais il est certain que l'interruption a freiné le mouvement. Maintenant, les délégués se tournent vers les élus: pétitions, délégations, tout cela n'a rien de condamnable dans la mesure où cela peut servir à une politisation de la grève. En réalité, il n'est pas question de donner un caractère politique à ce mouvement dont l'ampleur est encore très limitée; le 24 Avril, l'Humanité écrit: "Pour les équipes du matin, plus de 70 % des ouvriers ont cessé le travail", parce que 15 jours après le début de cette bataille, on débraye encore par atelier ou par poste!

Le 4 Mai, l'inspecteur du travail propose un protocole d'accord: versement de la prime de lancement de la 204 en trois fois, réintégration des licenciés (avec changement de leur poste), et examen des salaires en septembre; de la réduction du temps de travail, point question, quant aux salaires, on verra... Le 5, au cours d'un meeting les travailleurs rejettent ce protocole et le 6 ils se lancent dans une manifestation de Sochaux à Montbelliard. C'est l'étape qui précède une journée régionale d'action: le 21 mai, 50.000 métallos de la

région débrayent. Le mouvement a atteint son apogée.

Une seconde reprise du travail pour faire payer l'Ascension va marquer la fin de cette grande lutte. Le 31 mai on demande au Préfet (lui qui a envoyé les gardes mobiles au secours de Peugeot) de se prononcer sur la légalité des sanctions qui frappent les grévistes. Le 1er juin, le nombre des grévistes est au plus bas; le 2 juin, journée nationale de la métallurgie, enterre le mouvement.

Il fallait revoir très vite ce qu'a été cette longue bataille pour en tirer les leçons. Il serait tout à fait insuffisant de crier que les responsables des organisations ouvrières n'ont pas fait leur travail ou encore qu'ils ont trahi, d'autant plus que ce ne serait pas exact. En fait, il est indéniable qu'au niveau de la lutte chez Peugeot, les militants et les responsables syndicaux ont fait ce qu'ils pouvaient, c'est-à-dire qu'ils ont animé un mouvement, une lutte, sans qu'à l'échelle nationale une perspective de développement soit ouverte. Il faut, en dépit des erreurs d'appréciation sur le véritable rapport de forces à Sochaux, constater que les responsables syndicaux de chez Peugeot se sont trouvés sans appui national, et surtout sans une direction nationale capable d'orienter le mouvement: c'est à Sochaux qu'aurait dû se trouver Frachon.

CE QUE NOUS APPREND CETTE GREVE : d'abord, il importe de la situer dans la période de remontée de la combativité ouvrière et de la renaissance de la conscience révolutionnaire. Remontée, renaissance, tout cela se fait lentement et d'autant plus lentement que l'évolution des organisations ouvrières est, elle même très lente. Mais la grève de chez Peugeot est à inscrire dans la suite des luttes qui se sont déjà déroulées depuis 1958 : grève des mineurs, mouvements du 11 décembre 64, grève chez Berliet, les luttes défensives des ACN de Nantes, etc... C'est au cours de toutes ces luttes, même si elles n'ont pas été victorieuses (il faudrait dire surtout) que les travailleurs font l'expérience de leurs directions : chez Peugeot, les limites fixées par les responsables syndicaux au développement de la grève ont été à chaque instant brisées, dépassées. Il s'agissait au début d'un petit mouvement par atelier et même par poste : en deux ou trois jours, sous les coups de la répression patronale et face à une direction prête à l'épreuve de force, le nombre des grévistes a plus que doublé. C'est après que les mensuels furent entrés dans la lutte, après les premiers meetings que le PCF écrivait dans un journal local qu'il fallait procéder à une "généralisation par atelier" (??); mais, les travailleurs poussaient déjà à l'organisation de manifestations dans la rue; le mouvement ne pouvait pas rester confiné entre les murs de l'usine. Des manifestations, bruyantes ou silencieuses, il fallut passer à l'organisation régionale de la lutte.

En réalité, il n'y a pas eu d'organisation régionale de la lutte mais un débrayage de solidarité. De même, le 2 juin n'a pas été une organisation nationale des combats de la métallurgie, mais un mouvement de solidarité sans perspective, sans suite et sans préparation. Les travailleurs de chez Peugeot ont repris le travail sans avoir rien gagné: maintenant, ils vont s'interroger sur les raisons de ce qui est pour eux un grave échec; ils vont se demander pourquoi on n'a pas établi une coordination entre leur combat et celui qui se déroulait à Nantes, à Lille et chez Berliet, peut-être apprendront-ils que les syndicats n'ont pas fait un travail d'information dans

Les autres entreprises de la métallurgie et qu'on n'a rien fait pour préparer les travailleurs à entrer en lutte. Très vite, les directions seront mises en cause, ou plus exactement, c'est l'absence de direction qui deviendra évidente.

C'est au travers de telles expériences que le mouvement ouvrier apprend et dans la lutte les directions seront obligées d'avancer, d'avancer de telle sorte que toutes leurs limites, leur incapacité à conduire victorieusement les batailles de la classe, deviendront claires et que le problème de trouver une ou des directions de remplacement se posera, directions moins réformistes, moins bureaucratiques. Et cela peut aller d'autant plus vite que le patronat n'est pas disposé, dans la période actuelle de préparation du marché commun, à faire des cadeaux. Pour s'opposer à un patronat dur, il faudra des directions ouvrières solides et des perspectives d'un développement permanent des luttes et d'une mise en cause du pouvoir du grand capital.

Dans l'immédiat, les militants ouvriers révolutionnaires doivent proposer des solutions que le mouvement ouvrier, tel qu'il est, ne peut inventer. Il ne s'agit pas seulement de lancer le mot d'ordre de "Tous ensemble", il faut aussi et surtout donner les moyens d'arriver au "Tous ensemble", c'est-à-dire à une généralisation des luttes sur des mots d'ordre communs à l'ensemble de la classe ouvrière.

Les mots d'ordre les plus clairs semblent bien, en dépit des limitations et des réductions d'horaires, être le retour aux 40 h. sans diminution du salaire; la mensualisation des salaires et l'intégration à ce salaire de toutes les primes.

Mais quels moyens faut-il mettre en oeuvre pour atteindre cet objectif ? En premier lieu, il faut commencer par la lutte pour la démocratie au sein même des syndicats : cela veut dire bien sur le droit de se grouper en tendance sur un programme revendicatif mais aussi se battre pour que l'on revienne à la vieille tradition des Comités de grève élus par les GRÉVISTES, pour que les décisions dans les différentes phases de la lutte soient prises par les comités de grève, pour que dans toutes les usines, une information systématique soit faite auprès des salariés de ce qui se passe sur le lieu des combats.

Egalement, il faudra se battre, d'une manière acharnée, pour que cesse la pratique des grèves par saliers et par équipe : face à un patronat dur, il faut reprendre des luttes à l'échelle de l'usine toute entière, puis au niveau du groupe d'usines et de la corporation.

Mais cela suppose qu'un développement permanent des luttes, on ne mette pas le frein de perspectives à court terme, et plus exactement le frein que représentent les préfabriques à la lutte pour le Socialisme qu'ils soient baptisés "démocratie véritable" ou "Contre plan". Pour le développement des luttes, il faut penser à l'échelle des contrôles ouvriers sur la production, à la nationalisation des secteurs essentiels de l'économie et de la qualité de pouvoir; il faut en fin de compte penser et agir en fonction d'un seul objectif : La prise du pouvoir par les travailleurs et la construction du Socialisme.

AVANT DE PARTIR EN VACANCES, METTEZ DES LIVRES
DANS VOS BAGAGES

L'INTEGRATION EUROPEENNE ET LE MOUVEMENT OUVRIER (les cahiers du centre d'études socialistes, prix 12 Frs.)

Il s'agit d'un compte rendu de conférence à laquelle ont participé André Gorz, Ernest Mandel, Lelio Basso, J.M. Vincent, Naville, etc... Ce document, parmi d'autres, constitue un élément précieux dans la recherche d'une stratégie à l'échelle européenne des luttes ouvrières. Il est donc très important que chaque militant en prenne connaissance.

LA FEMME MYSTIFIEE par Betty Friedan (édition Gonthier, deux volumes, chaque volume 5 Frs.)

LA CONDITION DE LA FRANCAISE D'AUJOURD'HUI par A. Michel et G. Texier (même éditeur, deux volumes, même prix)

Le premier de ces livres aurait pu s'intituler "La condition de l'Américaine d'aujourd'hui" ; elle doit être féminine et donc se préparer au mariage, à l'entretien du ménage, à faire des enfants et à les élever. Elle a du temps libre, (car le foyer est très moderne, presque "automatisé") et donc peut s'inscrire dans les organismes féminins où on lui apprendra à faire des beignets et à composer des bouquets.

Le second, c'est une analyse de l'inégalité entre hommes et femmes en France : sur le plan du droit, sur le plan familial, dans la vie politique etc... Une conclusion : entrer dans les organisations féminines, mais pas n'importe lesquelles, et surtout pas dans l'Union Féminine Civique et Sociale instrument gouvernemental.

Dans tous les cas, ces deux livres sont une manifestation revendicative des femmes : c'est une rébellion contre la conception bourgeoise de la place et du rôle des femmes, c'est aussi une réaction contre le féminisme bêlant.

LA CONSTRUCTION DU PARTI REVOLUTIONNAIRE.

Sous ce titre vient de sortir une brochure qui est un supplément au journal L'INTERNATIONALE. Ce document est signé par Pierre Frank, l'un des dirigeants de la IVème Internationale.

Pour les trotskystes, il n'est pas possible d'entreprendre la construction d'un parti révolutionnaire de masse sans avoir un programme et donc sans une vue globale de la situation mondiale, avec tout ce que cela suppose d'expérience révolutionnaire et donc de leçons des expériences faites dans les divers pays. Construire un parti révolutionnaire, c'est aussi construire une Internationale. Pierre Frank explique par là même ce qui différencie l'organisation trotskyste, la IVème Internationale, des organisations et groupes se réclamant du trotskysme. Pour la France, les trotskystes proposent une stratégie complexe, combinant "un secteur dit de travail indépendant qui développe publiquement tout le programme trotskyste..." et "un secteur d'entrisme, travaillant au sein du PCF, sans déployer le drapeau du trotskysme..."

Ce document devrait être lu par tous les militants révolutionnaires qui se posent le problème de la construction du Parti Révolutionnaire.

On peut le commander à l'INTERNATIONALE, 21 rue d'Aboukir PARIS -
Prix Frs 2.00

A L'APPEL DES SECTIONS DU P S U DE :

GARE DE LYON
CREC DE CHATOU
THOMSON BAGNEUX
CHEQUES POSTAUX PARIS
SAINT GRATIEN
BRETIGNY ARPAGON
DRAVEIL

Une conférence des militants qui mènent une action socialiste et d'unification dans les Entreprises et dans les Syndicats est convoquée pour :

LA FIN SEPTEMBRE

A l'ordre du jour :

- DE LA LUTTE REVENDICATIVE A LA LUTTE
POLITIQUE -

- 1- Filan des luttes ouvrières depuis Décembre 1964
- 2- Perspectives ouvertes par les Organisation ouvrières :
(Après les Congrès CGT, SFIO et PSU)
- 3- Que devons-nous faire ?

Tous les militants ouvriers doivent répondre à cet appel et soutenir les camarades qui ont pris cette initiative.

ECRIRE A VERON

39, Rue du Haut de la Noue
Villeneuve La Garenne
(Seine)